



CHAPITRE 145

Loi constituant en corporation « Les Pères
Jésuites (Province Religieuse de Qué-
bec) »

[Sanctionnée le 29 juin 1967]

CHAPTER 145

An Act to incorporate "The Jesuit Fa-
thers (Religious Province of Quebec)"

[Assented to 29th June 1967]

Préam-
bule.

ATTENDU que le révérend père Guy Fortier, supérieur provincial de la province religieuse de Québec de la Compagnie de Jésus, domicilié en la ville de Québec a, par sa pétition, représenté:

Que La Compagnie de Jésus, ci-après appelée « La compagnie », a fourni au Canada ses premiers missionnaires;

Que La compagnie possède dans la province plusieurs établissements, notamment des maisons de formation et d'enseignement;

Que les membres de La compagnie attachés à une maison de ladite compagnie, à l'exception de ceux de la région de Montréal, ont été groupés par les autorités supérieures de La compagnie le 24 juin 1964 en une nouvelle province religieuse appelée « province de Québec »;

Qu'il paraît nécessaire qu'une corporation dotée de pouvoirs appropriés soit constituée pour permettre à cette nouvelle province de poursuivre ses fins;

Que Son Éminence le Cardinal Maurice Roy, archevêque de Québec, a donné son assentiment à la présentation de cette pétition;

Attendu que le pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Preamble.

WHEREAS Reverend Father Guy Fortier, provincial superior of the religious province of Quebec of the Society of Jesus, domiciled in the city of Quebec, has by his petition represented:

That The Society of Jesus, hereinafter called "The Society", gave to Canada its first missionaries;

That The Society possesses several establishments in the Province, particularly for education and teaching;

That on June 24th 1964 the members of The Society attached to a house thereof, with the exception of those of the Montreal region, were grouped together by the superior authorities of The Society into a new religious province called "province of Quebec";

That it appears necessary that a corporation vested with the appropriate powers be constituted to allow such new province to pursue its objects;

That His Eminence Maurice Cardinal Roy, archbishop of Quebec, has consented to the presentation of such petition;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for the above purposes and it is expedient to grant the prayers contained in his petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Constitution.	1. Une corporation, ci-après appelée « la corporation », est constituée par la présente loi sous le nom de « Les Pères Jésuites (Province Religieuse de Québec) ».	1. A corporation, hereinafter called "the corporation", is created by this act under the name of "The Jesuit Fathers (Religious Province of Quebec)".	Incorporation. Name.
Nom.			
Siège social.	2. Le siège social de la corporation est en la ville de Québec.	2. The corporate seat of the corporation shall be in the city of Quebec.	Corporate seat.
Membres.	3. Les personnes qui sont ou deviendront membres de La compagnie et qui sont ou seront attachées à une maison de la province religieuse de Québec de La compagnie située dans la province civile de Québec, sont membres de droit de la corporation mais seulement tant qu'elles y demeurent ainsi attachées et qu'elles restent membres de La compagnie.	3. The persons who are or shall become members of The Society and who are or shall be assigned to a house of the religious province of Quebec of The Society situated in the civil province of Quebec shall be members of right of the corporation, but only as long as they remain so assigned and remain members of The Society.	Members.
Fins.	4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'enseignement et l'éducation.	4. The objects of the corporation shall be religion, charity, teaching and education.	Objects.
Pouvoirs, etc.	5. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et peut spécialement: a) avoir un sceau et le modifier à volonté; b) ester en justice; c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute oeuvre ou entreprise en relation avec ses fins; d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des résidences, jувénats, scolasticats, noviciats, chapelles, maisons de retraite, maisons de repos, maisons d'enseignement ou d'éducation et bibliothèques; e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable; f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi; g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ses biens meubles ou les grever d'une autre charge, pour assurer le remboursement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations; h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage; i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles	5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and may, in particular: (a) have a seal and alter it at will; (b) appear before the courts; (c) acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects; (d) acquire, establish, possess, maintain, administer and manage residences, juvenates, novitiates, scholasticates, chapels, retreats, rest homes, educational and teaching establishments and libraries; (e) bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument; (f) borrow money on its credit by any method recognized by law; (g) hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property to secure the repayment of its loans or the carrying out of its obligations; (h) issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same; (i) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession there-	Powers, etc.

et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes, lui céder tout bien, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre;

n) établir et maintenir des cimetières et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus 1964, chapitre 310) et faire tenir les registres de l'état civil constatant ces inhumations et exhumations par le ministre du culte désigné par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse où se trouve le siège social de la corporation;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a seulement la jouissance, et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service et de celles qui ont quelque relation avec elle;

of, moveable and immoveable property, present and future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275) or any act that may replace it;

(j) invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

(k) assist any person pursuing any object similar to any of its own, cede any property, gratuitously or not, and make loans to, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person or corporation;

(l) accept any gift, legacy or other liberality;

(m) acquire, possess, administer and alienate any moveable or immoveable property, by all legal methods and under any title;

(n) establish and maintain cemeteries and erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes, 1964, chapter 310) and cause to be kept the registers of civil status for such burials and for disinterments by the minister of religion designated by the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated;

(o) erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects whether they are immoveables owned by the corporation or those of which it has the enjoyment only, and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

(p) provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service, and of those connected with it;

q) céder ou aliéner autrement la totalité ou une partie de ses entreprises et oeuvres gratuitement ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

r) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en oeuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

t) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des oeuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation, ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en oeuvre de ses pouvoirs.

Immeubles non utilisés.

6. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

Règlementation.

7. La corporation, préalablement autorisée par son conseil de consultants ci-après mentionné, peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant:

a) sa régie interne;

b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs;

c) la constitution et la régie d'un conseil d'administration, de comités exécutifs, de comités spéciaux et d'organismes et la nomination de titulaires pour la poursuite de ses fins;

(q) cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously, or dispose of or sell the same for any consideration deemed sufficient;

(r) make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its ends, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

(s) solicit, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

(t) make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or activities which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers.

6. The corporation must dispose, within a reasonable time, of immovables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for the pursuit of its objects.

Immovables not utilized.

7. The corporation, previously authorized by its council of advisers hereinafter mentioned, may, as occasion arises, make by-laws enacting, amending and repealing provisions respecting:

(a) its internal management;

(b) the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants;

(c) the constitution and management of a board of management, executive committees, special committees and boards and the appointment of officers for the pursuit of its objects;

By-laws.

d) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, oeuvres et entreprises;

e) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins.

(d) the management, administration and control of its property, works and undertakings;

(e) the pursuit of its objects generally.

Fonda-
tions.

8. La corporation peut accepter des fondations pour fins religieuses, charitables, éducatives ou d'assistance et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal, ministre fiduciaire, légataire ou donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré individuellement et pour lequel une comptabilité distincte doit être tenue. La corporation exerce sur chacun de ces patrimoines les droits d'un propriétaire absolu et peut employer un sceau particulier pour chacun.

Patri-
moine
distinct.

Autori-
sation.

La corporation doit être spécialement autorisée par le clerc exerçant, à l'occasion, la fonction d'évêque catholique romain de l'endroit où est situé le siège social de la corporation pour accepter de telles fondations; elle ne peut placer les biens qui en font partie que si elle y est autorisée par ce clerc et elle doit les administrer sous la surveillance de ce dernier.

8. The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and consequently receive, as legal depository, fiduciary agent, legatee or donee, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

Endow-
ments.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately, and for which separate accounts shall be kept. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each such patrimony and may use a special seal for each.

Distinct
patri-
mony.

The corporation must be specially authorized by the clergyman for the time being acting as Roman Catholic bishop of the place where the corporate seat of the corporation is situated to accept such endowments; it may invest the property thereof only if so authorized by such clergyman and must administer the same under his supervision.

Author-
ization.

Change-
ment de
nom ou de
siège
social.

9. Avec le consentement de son conseil de consultants et l'autorisation du secrétaire de la province, la corporation peut changer son nom ou le lieu de son siège social, qui doit toujours être fixé dans la province. Une telle modification entre en vigueur le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

9. The corporation, with the consent of its council of advisers and the authorization of the Provincial Secretary, may change its name or the place of its corporate seat, which must always remain in the Province. Such change shall come into force on the sixtieth day after the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Change of
name or
corporate
seat.

Fonds
d'amor-
tissement.

10. La corporation doit établir un fonds d'amortissement pour toutes ses émissions de bons ou d'obligations qui ne sont pas remboursables par annuités.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut

10. The corporation must establish a sinking-fund for all issues of its bonds or debentures not payable by annual instalments.

Sinking-
fund.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party, and any person interested may refer to

Copie de
tout acte
de fiducie.

Copy of
trust
deed.

consulter cette copie et en prendre extrait.

such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.

Activités
des mem-
bres.

11. Tout membre de la corporation peut mettre ses activités au service de cette dernière et en arrêter les conditions par une convention qui produit alors ses effets, nonobstant toute loi contraire, tant que le membre fait partie de la corporation.

11. Any member of the corporation may devote his activities to the service of the corporation and establish the conditions thereof by an agreement which shall then have effect notwithstanding any law to the contrary, as long as he is a member of the corporation.

Activities
of
members.

Demande
de disso-
lution par
membre
prohibée,
etc.

12. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution, ni réclamer de la corporation, s'il cesse d'en être membre, aucune compensation pour le travail accompli alors qu'il en était membre.

12. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done while he was a member thereof.

Members'
rights
restricted.

Représen-
tation
des
membres
par la
corpora-
tion.

13. La corporation représente ses membres et peut, sous son nom, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut, tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

13. The corporation represents its members and may in its name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

Corpora-
tion
represents
members.

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

(a) exercise their judicial recourse when proceedings have not already been instituted;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

(b) of its own motion and at any stage of the proceedings, continue any suit commenced by them, despite their capacity to continue the same.

Recours.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours en justice pour réclamer les dommages lui résultant du décès accidentel d'un de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses in damages as are provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Certain
recourses.

Exercice
de droits
et
pouvoirs.

14. Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par le membre de La compagnie qui exerce la fonction de supérieur provincial de la province religieuse de Québec de La compagnie.

14. The rights and powers of the corporation shall be exercised by the member of The Society who holds the office of provincial superior of the religious province of Quebec of The Society.

Exercise
of rights
and
powers.

Conseil de
consulteurs.

Cependant la corporation doit être préalablement autorisée par son conseil de consultants pour exercer son pouvoir de réglementation prévu à l'article 7 et pour poser les actes assujettis par la présente loi et par ses règlements à une telle autorisation.

The corporation must however previously be authorized by its council of advisers to exercise its power to make by-laws contemplated in section 7 or to perform any acts which, by this act or the by-laws of the corporation, are subject to such authorization.

Council
of
advisers.

Membres.

Les membres de La compagnie occupant à l'occasion la fonction de membre du conseil provincial de la province religieuse de Québec de La compagnie, ainsi que les

The members of The Society acting for the time being as members of the provincial council of the religious province of Quebec of The Society, as well as the mem-

Members.

membres qui seront à l'occasion désignés comme consultants par la corporation conformément à ses règlements, sont membres de ce conseil de consultants.

bers appointed from time to time as advisers by the corporation in accordance with its by-laws, shall be members of such council of advisers.

Déclaration.

15. La corporation doit produire, au greffe de la Cour supérieure dans le district où se trouve son siège social, une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 1 de la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (Statuts refondus, 1964, chapitre 272); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés à l'article 2 de ladite loi.

15. The corporation shall file in the office of the Superior Court in the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 1 of the Companies and Partnerships Declaration Act (Revised Statutes, 1964, chapter 272); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in section 2 of the said act.

Declaration.

Registres.

16. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

16. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

Registers.

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre de la corporation, en indiquant pour chacun, la date de son admission dans la corporation et celle où il a cessé d'en être membre;

- (a) a copy of this act;
- (b) the by-laws made in virtue of the powers conferred by this act;
- (c) the surname, given names, nationality, address and occupation of every member of the corporation indicating, as regards each, the date of his admission to the corporation and the date when he ceased to be a member thereof;

- d) les nom et prénoms de chaque membre exerçant la fonction de supérieur provincial de la province religieuse de Québec de La compagnie, en indiquant la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'occuper cette fonction;

- (d) the surname and given names of every member holding the office of provincial superior of the religious province of Quebec of The Society, indicating the date of his entry into office and the date when he ceased to hold it;

- e) les nom, prénoms et occupation de chaque membre du conseil de consultants de la corporation, en indiquant pour chacun, la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'occuper cette fonction;

- (e) the surname, given names and occupation of every member of the council of advisers of the corporation indicating, as regards each, the date of his entry into office and the date when he ceased to hold it;

- f) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 8;

- (f) a summary of the provisions of the endowments accepted under section 8;

- g) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacune le principal, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

- (g) the debts secured by hypothec on its immovables, indicating for each the principal, a summary description of the immovables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Force probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire de la corporation.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts under the seal of the corporation and certified by its secretary.

Proof of contents.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, un extrait certifié.

Any person interested may consult them and obtain a certified extract therefrom at his own expense.

Certificat
de
membre.

17. Un certificat du chancelier de l'archevêché de Québec ou, suivant le cas, du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit où est situé le siège social de la corporation, constitue pour toutes fins la preuve qu'une personne est membre de la corporation, fait partie de son conseil de consultants ou occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

17. A certificate of the chancellor of the archbishopric of Quebec or of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated, as the case may be, shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation or a member of its council of advisers or holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

Certificat
de
membreship.

Dissolu-
tion.

18. À la requête de la corporation, le secrétaire de la province peut déclarer cette corporation dissoute; cette requête doit cependant avoir été approuvée par le conseil de consultants de la corporation; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour qui suit la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de telle dissolution, les biens de la corporation, subordonnement au paiement de ses dettes et exécution de ses obligations, sont dévolus à la « Compagnie de Jésus », corporation constituée par la loi 50 Victoria, chapitre 28.

18. Upon petition by the corporation, the Provincial Secretary may declare the corporation dissolved; but such petition must have been approved by the council of advisers of the corporation; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such dissolution, the property of the corporation, subject to the payment of its debts and performance of its obligations, shall revert to the "Society of Jesus", a corporation constituted by the act 50 Victoria, chapter 28.

Dissolu-
tion.

Dona-
tions au-
torisées.

19. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à en acquitter les considérations, pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, et ce, par résolution adoptée à la majorité des administrateurs présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum.

19. Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the Province are authorized to grant and to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to pay the consideration thereof to help defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, and this may be done by resolution passed by a majority of the directors present at a meeting called for such purpose, provided that there be a quorum at such meeting.

Gifts by
corpora-
tions.

Forma-
tion de
corpora-
tions sub-
sidiaries.

20. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou oeuvre de La compagnie. La requête doit indiquer le nom de la

20. (1) Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for one or more of the purposes mentioned in section 4, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of The Society. The petition shall state the name of the new corporation, its pur-

Incor-
poration
of subsid-
aries.

nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres ou de son unique membre ou, selon le cas, de ses administrateurs et de son visiteur.

Avis.

2. Un avis de l'émission de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Modifica-
tion des
fins, etc.

3. À la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolu-
tion.

4. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, et conformément à l'autorisation donnée par son visiteur, si elle en a un, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dévolu-
tion des
biens.

5. Au cas de dissolution, les biens de la corporation dissoute sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi, subordonnement au paiement de ses obligations.

Succes-
sion.

21. À la requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article précédent, décréter que cette corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière éteinte, pourvu que cette dernière y ait consenti par résolution de son ou de ses administrateurs, ou de son ou ses membres, selon le cas.

Idem.

À la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article précédent, le lieutenant-gouverneur peut édicter une disposition semblable en faveur de la corporation requérante et la faire succéder à une corporation semblable qui a donné son assentiment par son administrateur ou ses administrateurs.

Transfert
des droits,
etc.

La corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses

poses or objects, the location of its corporate seat, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the appointment of its members or its sole member or of its directors and its visitor, as the case may be.

(2) Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*. Notice.

(3) Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for the exercise thereof. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*. Amend-
ment of
objects,
etc.

(4) Upon the petition of a corporation incorporated under this section, and in conformity with the authorization given by its visitor, if it has one, the Provincial Secretary may declare it dissolved and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. Dissolu-
tion.

(5) In case of dissolution, the property of the dissolved corporation, subject to the payment of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act. Rever-
sion of
property.

21. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may, by the letters patent incorporating a corporation under the preceding section, enact that such corporation succeeds a corporation then existing and declare the latter dissolved, provided the latter has agreed thereto by resolution of its director or directors or its members, as the case may be. Succes-
sion.

Upon petition by a corporation incorporated under the preceding section, the Lieutenant-Governor may make a similar provision in favour of the petitioning corporation and cause it to succeed a similar corporation which has agreed thereto by its director or directors. Idem.

The corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and Transfer
of rights,
etc.

obligations de la date d'émission de telles lettres patentes; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par la corporation éteinte ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation qui lui succède ou contre elle.

Enregistrement.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux des circonscriptions dans lesquelles sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des immeubles résultant de la présente loi et des dispositions de ses lettres patentes et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transmis.

Application.

22. Les pouvoirs de la corporation doivent être exercés par la corporation conformément aux dispositions des lois et règlements qui régissent l'éducation en autant que ces lois et règlements lui sont applicables.

Entrée en vigueur.

23. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

bound by its obligations from the date of issue of such letters patent; any disposition of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made to the corporation succeeding it and all proceedings that might have been commenced by or against the corporation dissolved may validly be commenced or continued by or against the corporation succeeding it.

The succeeding corporation shall cause to be registered in conformity with the laws of registration, at the registry offices of the places where its immoveables are situated, a declaration showing the transmission of immoveables resulting from this act and from the provisions of its letters patent and describing according to law the immoveables so transmitted.

Registration.

22. The powers of the corporation shall be exercised by the corporation in conformity with the laws and regulations governing education, to the extent that such laws and regulations are applicable to it.

Application.

23. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.